Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Kriminologie = Revue suisse de criminologie = Rivista svizzera di criminologia = Swiss Journal of Criminology

Herausgeber: Schweizerische Arbeitsgruppe für Kriminologie

Band: 4 (2005)

Heft: 1

Rubrik: Se taire ou divulguer? : Ou de l'importance du secret = Schweigen oder offenbaren? : Oder: über die Bedeutung des Geheimnisses

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Anne-Marie Klopp

Se taire ou divulguer? Ou de l'importance du secret

Réflexions inspirées du Congrès organisé par le Groupe «Réformes en matière pénale» de Caritas Suisse (Zurich, 16–17 septembre 2004)

1. Introduction

Pendant deux jours des experts appartenant à divers groupes professionnels ont partagé leurs réflexions sur le sens et l'importance de la communication d'une ou plusieurs informations relatives à une personne accusée de ou condamnée pour avoir commis une infraction.

Le texte qui va suivre se divise en deux parties. La première a pour but de rendre compte de ce qui a été perçu par l'auteur de ce texte, la deuxième est une réflexion sur la question de la place du ou plutôt des «secrets» dans le monde judiciaire.

2. Compte-rendu

a) Quelques remarques d'ordre terminologique

Comme l'a signalé Denis Müller, professeur d'éthique, le terme de «offenbaren» qui pourrait être traduit par le terme de «dévoiler» ou encore «révéler», terme se rapportant au secret (découvrir ou faire savoir) diffère du terme de «divulguer» qui en soi veut dire «porter à la connaissance du public». Ce terme peut vite prendre une connotation négative dans la mesure où il peut être synonyme de délation ou de diffamation. De même le terme de se taire peut, lui aussi, avoir une connotation négative. Il faut donc faire la distinction entre le mutisme et le silence. A ses yeux il est important de se poser la question de savoir non pas pourquoi qu'on reste silencieux ou qu'on parle mais à quelle fin? Denis Müller a ainsi posé les jalons essentiels de tout débat relatif à la communication d'informations sur des personnes quelle que soit leur situation.

A aucun moment le terme de «sensible» tel qu'il apparaît dans le texte de l'invitation n'a été prononcé. Si celui de «danger» a bien été utilisé, il le fut dans le contexte d'un danger imminent pour la vie ou l'intégrité physique d'une personne. Il ne fut jamais question d'un individu qualifié de «dangereux». Et pourtant, dans la vie courante, tout le discours relatif à la communication d'une information sensible est sous-tendu par les concepts de «personne dangereuse» et «dangerosité». Comme on évalue les risques pour fixer le montant de la prime d'assurance d'une voiture (jeune conducteur inexpérimenté par exemple) on charge l'intervenant[1], qu'il soit surveillant, accompagnant, thérapeute ou surtout expert, de pronostiquer, de diagnostiquer un danger potentiel émanant d'une personne ayant enfreint des normes pour prévenir tout risque et empêcher le passage à l'acte. Ici il ne s'agit pas d'une somme d'argent mais bien de la dignité, du respect de la sphère intime et, de plus, de la liberté de la personne. On croyait le bertillonnage ainsi que les mesures anthropométriques prônées par Lombroso enfouis dans les oubliettes: ces méthodes devaient permettre non seulement de catégoriser les individus mais encore de fixer le «mal», le «danger» sur le corps de la personne. Et voilà que nos sociétés, à travers des législations de plus en plus nombreuses et apparemment détaillées entraînant des conflits de rôle et de conscience pour les intervenants de terrain, réclament une «sécurité» à tout prix. Non seulement la carte d'identité génétique devient monnaie courante, mais encore les moindres recoins de la pensée et de l'imaginaire doivent être explorés voire mesurés. Et si doute il y a, le recours à une mesure de sûreté (privation de liberté) devient de plus en plus la règle. Ceux qui la prononcent en raison d'états d'âme déclarés mais aussi supposés de la part de l'auteur n'ont, quant à eux, aucun état d'âme à priver, à vie, de sa liberté l'auteur d'une infraction dont l'acte doit être sanctionné pour son aspect abjecte mais qui reste un être humain avec une sensibilité propre. Répondre à «l'inhumain» par une «dé-mesure inhumaine» ne fait guère sens!

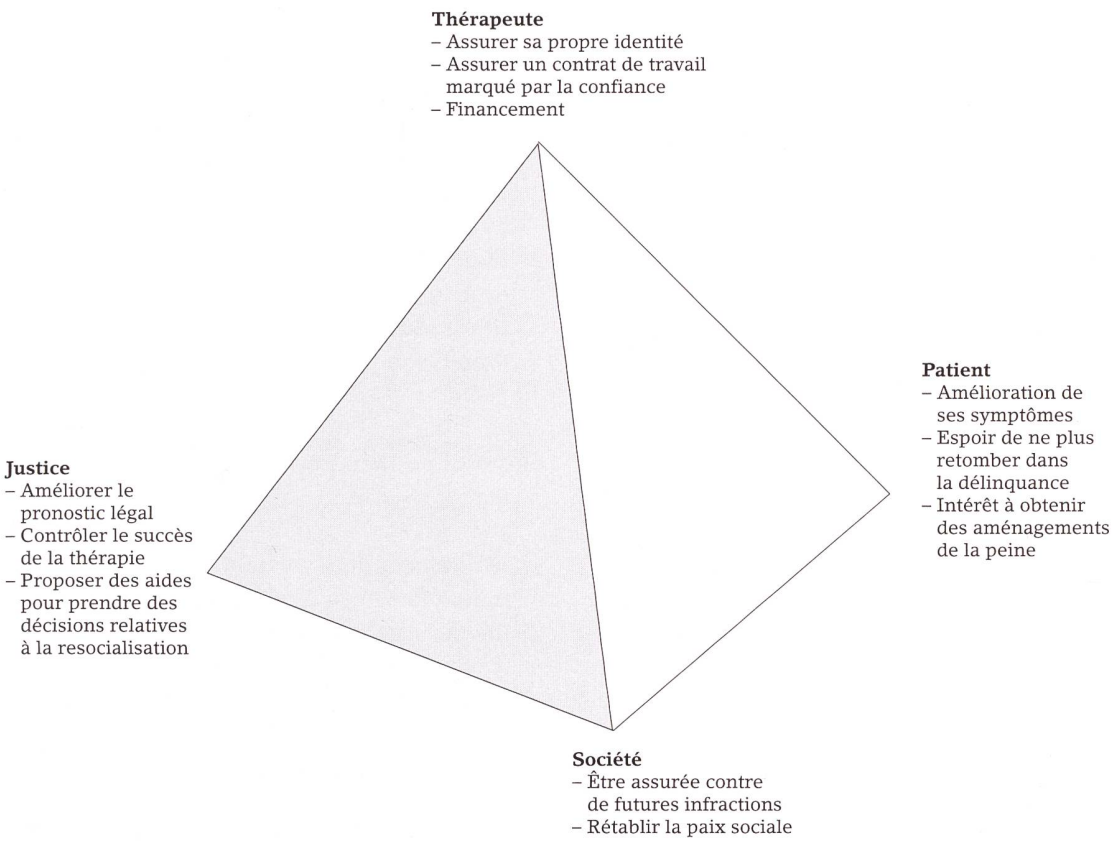
1 Pour des raisons pratiques le genre masculin sera désormais utilisé sans pour cela vouloir discriminer le genre féminin.

b) Alors à quoi bon l'information? De la part de qui et à quel but?

Aujourd'hui, mais pour combien de temps encore, certains groupes peuvent «se retirer» derrière leur secret professionnel qui, dans le cas des aumôniers et des médecins, est synonyme d'une obligation de se taire sauf dans le cas où le médecin intervient en tant qu'expert. Le médecin peut certes être délié de son secret professionnel, mais ceci ne peut s'effectuer que dans un cadre très strict et avec l'accord de la personne concernée. Le terme de «se retirer» n'a pas été choisi au hasard. En effet, les partisans d'un échange d'informations illimité afin de mieux cerner la personnalité de l'accusé ou du détenu vivent la relation privilégiée entre le détenu/accusé/patient et l'aumônier et/ou le médecin comme un jardin secret voire une chasse gardée qui inquiète en raison de son manque de visibilité. Cette relation est particulièrement précieuse pour celui qui focalise l'attention de moult intervenants appartenant ou rattachés à l'appareil judiciaire. Elle constitue un espace de liberté où la parole prononcée ne perce pas les murs de la pièce où elle a été prononcée et n'est pas «récupérée» au nom d'une idéologie du tout savoir. Elle est portée par la confiance et porteuse d'espoir. Cette relation de personne à personne où chacun jouit d'une égale dignité risque d'être remise en question le jour où le médecin ou l'aumônier pourrait être amené à donner des informations sur la personne voire à se prononcer sur elle, ceci parce qu'il est «soupçonné» ou déclaré participant du «traitement» pénitentiaire. Mais qu'est-ce qu'un «traitement»? L'accusé/détenu est-il malade de la société, malade au sens physique ou psychique du terme ou bien les deux? Veut-on le soigner au sens médical du terme ou cherche-t-on à en faire, par un contrôle social renforcé dans le cadre d'un «case management», un individu répondant aux normes de sécurité telles que les définit une société donnée à une période donnée? Telle une machine dont les rouages sont soumis à un contrôle technique sévère à intervalles réguliers, le psychisme humain se voit lui aussi soumis à une évaluation stricte qui soi-disant permettra de vérifier si la personne concernée est capable de se comporter conformément à ce que la société attend d'elle dans l'immédiat. La personne humaine n'est cependant pas comparable à un mécanisme d'horloge que l'on peut régler exactement. L'imprévu, l'imprévisible caractérisent la personnalité et quoi de plus dangereux que de vouloir prévoir la «dangerosité»! Ne revient-il pas au médecin ou à l'aumônier de veiller à ce que l'être humain puisse continuer à pouvoir se réfugier dans un espace de parole gratuite?

La pratique du «*case management*» a sans aucun doute des aspects très positifs. Bien contrôlé, c'est-à-dire répondant à des règles éthiques strictes où chacun connaît et reste maître de sa déontologie, le «*case management*» permet d'établir un programme de suivi social, psychologique et médical prenant en compte les déficits et surtout peut-être les ressources des personnes soupçonnées d'avoir enfreint la loi. Pour ce faire, cependant, chacun doit respecter le rôle qui lui est imparti dans le cadre de sa profession et au sein de l'institution dans laquelle il travaille. Il est donc essentiel de bien être au clair sur: (1) la place qu'on occupe et (2) le mandat que l'on remplit.

Ceci semble aller de soi. Et pourtant le quotidien dans des institutions à caractère «totalitaire» parce que fermées ou rattachées au monde judiciaire montre combien il est difficile de ne pas dépasser les frontières relatives à l'exercice de son métier et de bien définir le mandat qui «se cache» derrière l'intervention. Les assistants sociaux, les agents de probation, les psychologues et les psychothérapeutes non seulement ne jouissent pas d'un droit de se taire intangible même s'il sont couverts par le secret de fonction ou le secret thérapeutique, mais peuvent être amenés, dans certains cas, à témoigner, à donner des informations ce qui ne simplifie pas leur relation avec leur client et leur patient qui ne sait pas ce qui peut advenir de la parole prononcée, n'arrivant pas toujours à distinguer le rôle joué par l'intervenant auquel il a affaire. Et si ces intervenants reçoivent des informations qui les interpellent, quelle attitude doivent-ils adopter? L'exemple fut cité d'un détenu condamné pour des actes pervers et qui dans son entretien avec l'aumônier a «raconté» que dans ses rêves il passait à l'acte. Le juriste a répondu qu'il «suffisait» de signaler à la direction de la prison que le détenu n'avait pas encore travaillé sur son infraction. Cette réponse est apparemment claire mais quel dilemme voire conflit de conscience la communication de cette information peut-elle provoquer? Car chacun sait que le devenir d'une personne n'est jamais linéaire surtout quand celle-ci se trouve dans un milieu contraignant où, si motivation il y a, on n'est jamais sûr de ce qui est vraiment personnel c'est-à-dire de libre dans ce qui est appelé «motivation».



3. La place du «secret» voire des «secrets» dans le monde judiciaire

a) Remarques introductives

En 1996 a paru dans la revue *Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform*[2] un article intitulé les thèses de Sankelmark. Dans cet article, les auteurs se sont livrés à une analyse de la position du thérapeute au cœur de la relation triangulaire patient détenu, justice et société. Le croquis présenté[3] est si clair qu'il vaut d'être repris ici:

Ces réflexions datent d'avant l'affaire «Dutroux» (août 1996) qui a entraîné des réformes légales importantes comme l'introduction pour les auteurs d'une infraction à caractère sexuel de l'obligation de suivre une sociothérapie en Allemagne (loi du 26 janvier 1998) ou encore du suivi socio-judiciaire en France (loi du 17 juin 1998) sans oublier les débats actuels relatifs à la mesure de sûreté, débats communs à de nombreux pays européens. Elles ont le grand avantage de poser un regard systémique sur les relations entre les différentes parties en cause. La personne du thérapeute peut, sans difficulté, être remplacée par celle de l'assistant social, de l'agent de probation, du psychologue, thérapeute voire du surveillant. Echappe à cette constellation la personne du médecin en tant que médecin traitant mais non comme expert, et celle de l'aumônier. Ceci veut dire en d'autres termes qu'une relation duale n'existe, voire n'est tolérée qu'entre le patient/détenu et le médecin et/ou aumônier. Ceci veut dire aussi que les intérêts en cause ne sont pas du tout les mêmes. En effet dans une relation triangulaire la rencontre à caractère souvent obligatoire, ce qui soulève à nouveau la question de la véritable motivation du justiciable, se fait sur la demande d'une ou plusieurs instances tierces que sont la Justice qui agit au nom de la Société ou pour le bien de celle-ci et la société qui veut à tout prix être (r)assurée contre tout danger.

Posons-nous maintenant la question de savoir en quoi le secret ou plutôt les secrets interfèrent avec ces relations duales et triangulaires?

b) Qu'entend-on par secret?

Dans le petit Robert, il est dit du secret qu'il est un «ensemble de connaissances, d'informations qui doivent être réservées à quelques uns et que le détenteur ne doit pas révéler». Dans le

2 Beier Klaus M., Hinrichs Günter: «Die Sankelmarker Thesen zur Psychotherapie mit Straffälligen» (Les thèses de Sankelmark [ville d'Allemagne du Nord]), *Monatschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform*, 1996, p. 25–37.

3 Traduction faite par l'auteur de ce texte.

monde judiciaire et pénitentiaire le «secret» n'est pas un, mais pluriel. C'est ainsi que l'on fait la distinction entre le secret intangible et le secret de fonction:

- Le secret intangible
  Actuellement encore le secret médical et le secret des aumôniers en leur qualité de confesseurs sont des secrets intangibles. Nous avons affaire ici à une relation strictement duale. Et pourtant il existent des exceptions qui sont réglées par la loi. Pensons, ici au fait qu'il est possible de délier le médecin de son secret dans certaines circonstances précises, ceci toujours avec l'accord du justiciable concerné. Ceci peut valoir par exemple dans le cas d'un suivi thérapeutique. Et il y a aussi les atteintes cachées à ce secret intangible, atteintes qui sont souvent à mettre en lien avec de bonnes intentions. C'est ainsi que les aumôniers doivent être attentifs au fait de ne pas être «récupérés» par le système: invitation à participer aux conférences du personnel, donner un avis pour une sortie ou encore intervenir au procès. Même lorsqu'ils veulent être l'avocat du détenu ils quittent leur rôle primaire qui est celui de l'écoute et peuvent vite dépasser les frontières de la relation duale, étant éventuellement amenés à donner des informations sur la personne du détenu. Et que dire du médecin de prison dont l'autorité de surveillance est l'administration pénitentiaire. Depuis la loi de 1994 les questions de santé en milieu pénitentiaire relèvent en France uniquement du Ministère de la Santé. Aucun surveillant n'est au courant des problèmes de santé dont souffrent les détenus auxquels ils ont affaire. En Allemagne, le personnel surveillant ne sait pas en détail de quoi souffrent les détenus. Mais en cas de maladie transmissible il est facile de lire entre les lignes du dossier! Dans certains cas le co-détenu (la cellule individuelle étant rarement de règle) doit donner son accord pour partager sa cellule avec un détenu atteint d'une maladie transmissible! D'une part il est nécessaire de protéger l'ensemble des personnes partageant le quotidien du carcéral. Mais, d'autre part, qu'en advient-il du respect des données personnelles et du concept de discrétion? Nous sommes confrontés, ici, à un véritable conflit d'intérêts.
- Secret de fonction
  Non seulement les psychologues et les psychothérapeutes, mais encore les assistants sociaux et agents de probation disposent d'un secret de fonction. Lorsque ceux-ci font partie du personnel judiciaire et/ou pénitentiaire leur relation avec le détenu n'est plus une relation duale mais bien une relation triangulaire. Non seulement ce secret n'est pas intangible mais encore l'intervenant peut être amené à nouer une relation «forcée» avec le justiciable. Il a été mandaté par une tierce instance. Il devient alors important que l'intervenant soit au clair:

sur sa position vis-à-vis
- du justiciable
- de lui-même
- du mandataire

- Est-il dans une relation d'aide où sa première tâche est de permettre au justiciable de se mettre au clair sur lui-même ou de soulager une souffrance psychique ou encore de régler des questions pratiques (logement, contrat de travail, etc.)?
- Doit-il établir un rapport social qui permettra à l'autorité compétente d'accorder un congé pénitentiaire ou une libération conditionnelle? Est-il en position de surveiller le respect des obligations relatives à la probation?
- Comment se positionne-t-il par rapport à son éthique personnelle, sa déontologie, son mandataire?

La relation triangulaire est source de conflits d'intérêts qui peuvent être très difficiles à vivre. Aussi est-il nécessaire de se poser la question de savoir s'il est opportun ou non de parler ou de communiquer une information?

c) Comment gérer alors le secret?

Le terme allemand de *«Interessenabwägung»* est très parlant. Il s'agit de peser le pour et le contre au niveau des intérêts en cause. Le conflit d'intérêts se situe autant au niveau interpersonnel que sociétal.

Pour l'intervenant se posent les questions de savoir:

- où se situe sa priorité dans sa relation au justiciable?
- et dans l'intérêt de qui il va agir dans une certaine situation?

Pour pallier cette difficulté, les personnes détentrices d'un secret de fonction peuvent être invitées voire contraintes à passer un contrat avec le justiciable, contrat dans lequel il est très clairement spécifié quelles sont les in-

formations qui seront transmises, que ce soit à des personnes ou des institutions. Cette procédure favorise la visibilité de plus en plus requise dans la prise en charge des justiciables. Elle risque cependant de rendre le justiciable prudent dans ses propos et d'influer négativement sur sa motivation. Que faire alors?

S'ajoute à cette question celle de savoir comment revaloriser la fonction du surveillant de prison qui, tout en étant le dernier maillon de la chaîne hiérarchique, est l'interlocuteur privilégié du détenu. Si par exemple il ne sait pas que le détenu auquel il a affaire souffre de certains troubles qui nécessitent un traitement médicamenteux ou pourquoi une demande de congé pénitentiaire a été refusée, éléments qui peuvent tous deux influer sur le comportement du détenu, comment peut-il agir avec discernement vis-à-vis du détenu concerné? Comment informer le surveillant de telle sorte qu'il en sache assez pour assumer au mieux sa tâche de prise en charge du détenu sans que la personnalité du détenu soit mise à nu. La langue allemande dispose d'un terme très parlant, celui de «gläserne Mensch» en quelque sorte «d'homme transparent», état qui ne laisse plus aucune place au secret.

Il n'existe pas de réponse toute faite à ces questions. Quels que soient les règlements (administratifs ou autres) et les types de contrats proposés, il y aura toujours conflit d'intérêts. Aussi serait-il souhaitable de faire prendre conscience aux personnes se trouvant en position de donner des informations mais aussi d'en recevoir, qu'elles seules sont en mesure de discerner ce qui doit être dit de ce qui ne peut l'être, et que la prise de décision doit se faire en âme et conscience. Responsabiliser pourrait en l'espèce être le mot-clé!

Anne-Marie KLOPP
criminologue
e-mail: anne-marie-klopp@t-online.de

Anne-Marie Klopp

Schweigen oder offenbaren? Oder: über die Bedeutung des Geheimnisses

Nachbetrachtungen einer Teilnehmerin an der durch die von der Fachgruppe «Reform im Strafwesen» der Caritas Schweiz veranstalteten Tagung (Zürich, 16. und 17. September 2004)

1. Einleitung

Zwei Tage lang haben Fachleute aus verschiedenen Berufsgruppen miteinander über den Sinn und die Wichtigkeit der Weitergabe von Informationen über Personen nachgedacht, die einer Straftat verdächtigt bzw. deswegen verurteilt worden sind.

Der folgende Text besteht aus zwei Teilen. Im ersten Teil wird dargestellt, was die Verfasserin dieses Textes während der Tagung wahrgenommen hat. Im zweiten Teil geht es um den Sinn und Zweck des «Schweigens» im Bereich der Justiz.

2. Bericht

a) Terminologische Fragen

Wie der Ehtikprofessor Denis Müller betonte, unterscheidet sich im Deutschen der Begriff «offenbaren», der in Zusammenhang mit «Geheimnis aufdecken oder bekannt geben» zu setzen ist, vom französischen Begriff «divulguer» (verbreiten), der an sich «der Öffentlichkeit zugänglich machen» bedeutet. Der Begriff «divulguer» kann sehr schnell negativ aufgefasst werden, da er als Denunziation bzw. üble Nachrede verstanden werden kann. Doch kann Schweigen auch negativ aufgefasst werden. Wichtig ist zwischen Stummheit und Verschwiegenheit zu unterscheiden[1]. Demnach geht es nicht darum, danach zu fragen, warum geschwiegen oder gesprochen wird, sondern zu welchem Zweck. Dabei hat Denis Müller klar gestellt, worum es bei jeder Auseinandersetzung bezüglich der Weitergabe von Informationen über Personen geht, dies unabhängig von ihrer jeweiligen Situation.

Zu keinem Zeitpunkt kam der Begriff «sensibel» vor, so wie er in der Einladung gebraucht wird. Wenn «Gefahr» gebraucht wurde, dann nur im Zusammenhang mit einer unmittelbaren Gefahr für Leben und Gesundheit. Niemals war von einer «gefährlichen» Person die Rede. Und doch verbirgt sich im Alltag unter der Weitergabe einer sensiblen Information das Konzept einer «gefährlichen Person» bzw. der «Gefährlichkeit». So wie Risiken eingeschätzt werden, um zum Beispiel die Höhe einer Versicherungspolice eines Autos festzustellen (man denke dabei an einen unerfahrenen Fahrer), so werden die Fachleute – ob sie dem Aufsichtspersonal, dem Sozialdienst, dem psychologischen Dienst angehören oder vor allem als Gutachter tätig sind – damit beauftragt, jegliche potentielle Gefahr zu prognostizieren bzw. zu diagnostizieren, die von einer straffällig gewordenen Person ausgehen könnte, um damit jeglichem Risiko bzw. jeglicher Straftat vorzubeugen. Hier geht es aber nicht um eine bestimmte Geldsumme, sondern vor allem um die Würde, um die Achtung der Intimsphäre und die Freiheit des Menschen. Lombroso mit seiner Anthropometrie sowie die Bertillonnage schienen der Vergangenheit anzugehören: diese Methoden sollten nicht nur die Möglichkeit bieten, Menschen in bestimmte Kategorien zu pressen, sondern auch das «Böse», die «Gefahr» am Körper des Menschen festzustellen. Nun schreien die heutigen Gesellschaften nach «Sicherheit» zu jedem Preis; es gibt deswegen immer zahlreichere und scheinbar detailliertere Gesetzgebungen, was zu Rollen- und Gewissenskonflikten führt. Nicht nur wird der genetische Pass zur Gewohnheit, sondern jeglicher verborgener Winkel des Denkens und der Phantasie muss erkundet und evaluiert werden. Im Zweifel wird die Sicherungsverwahrung (Freiheitsentzug) immer mehr zu Regel. Diejenigen, die sie aufgrund eines bekannten bzw. vermeintlichen Geisteszustandes anordnen, empfinden nichts Besonderes dabei, einem Straftäter lebenslänglich seine Freiheit zu entziehen, dessen Tat aufgrund seines zu verachtenswerten Charakters zu sanktionieren ist, der aber ein

1 Hier ist die Übersetzung besonders heikel.

Mitmensch bleibt. Auf «Unmenschliches» durch «unmenschliches Un-Mass» zu reagieren hat wenig Sinn!

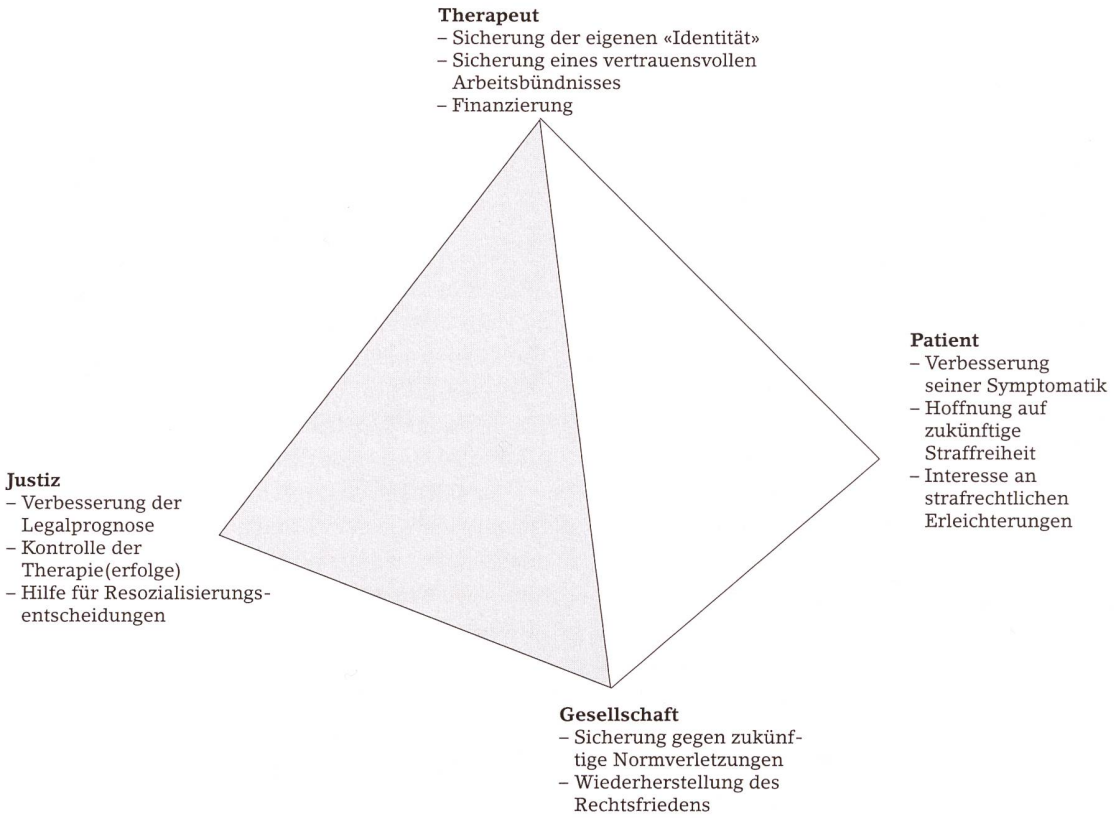
b) Wozu denn informieren? Wer soll und zu welchem Zweck informieren?

Heute – aber für wie lange noch – können bestimmte Berufsgruppen sich hinter ihr Berufsgeheimnis «zurückziehen», was im Falle von Seelsorgern und Ärzten eine absolute Schweigepflicht bedeutet – mit Ausnahme der Bestellung eines Arztes als Gutachter. Zwar darf der Arzt von seiner Schweigepflicht entbunden werden. Dies kann allerdings nur unter strengen Bedingungen und mit dem Einverständnis des betroffenen Patienten stattfinden. Der Begriff «sich zurückziehen» ist nicht zufällig gebraucht worden. Die Anhänger eines grenzenlosen Informationsaustausches mit dem Ziel, die Persönlichkeit des Angeklagten oder des Inhaftierten besser zu erfassen, erleben die besondere Beziehung zwischen dem Inhaftierten oder Angeklagten auf der einen Seite und dem Seelsorger oder dem Arzt auf der anderen Seite als einen streng bewachten Aktionsraum, der aufgrund seiner mangelnden Transparenz beunruhigt. Diese Beziehung ist sehr wertvoll für den Straffälligen, der das besondere Interesse von Mitarbeitern der Justiz oder von solchen, die mit der Justiz zusammenarbeiten, auf sich zieht. Sie ist ein Raum der Freiheit, wo das gesprochene Wort die vier Wände des Zimmers nicht verlässt und dadurch nicht im Namen einer Ideologie des Alles-Wissen-Wollens «aufgegriffen» wird. Sie ist vom Vertrauen getragen und ist selber Hoffnungsträger. Diese Beziehung von Person zu Person, in der jeder die gleiche Würde hat, könnte darum in Frage gestellt sein, wenn der Arzt bzw. der Seelsorger dazu gebracht werden könnte, Informationen über die Person zu herauszugeben oder sogar zur Person Stellung zu nehmen; all dies, weil davon ausgegangen wird, er sei oder ist an der «Behandlung» im Strafvollzug beteiligt. Was ist aber unter «Behandlung» zu verstehen? Ist der Angeklagte/Inhaftierte sozial auffällig, physisch krank, psychisch krank oder alles miteinander? Möchte man ihn im medizinischen Sinne behandeln oder versucht man, aus ihm durch eine verschärfte Sozialkontrolle mit Hilfe eines «case management» ein Individuum zu machen, das sich den aktuellen Sicherheitsnormen einer bestimmten Gesellschaft zu einer bestimmten Zeit anpasst. Gleich einer Maschine, die regelmässig auf ihre Funktionsfähigkeit geprüft wird, wird die Psyche einer strengen Kontrolle oder sogar Auswertung unterworfen, um zu überprüfen, ob die Person sich so verhält, wie es die Gesellschaft augenblicklich erwartet. Der Mensch ist nicht mit einem Uhrwerk zu vergleichen, das genau eingestellt werden kann. Das Unerwartete, das Unvorhersehbare gehören zur Persönlichkeit und was gibt es Gefährlicheres als die «Gefährlichkeit» voraus sehen zu wollen! Ist es nicht Aufgabe des Arztes und/oder des Seelsorgers dafür zu sorgen, dass der Mensch die Möglichkeit hat, Schutz in einem Raum zu suchen, wo das Wort frei ist?

Die Praxis des «case management» bietet zweifellos Vorteile. Wenn es gut kontrolliert ist, das heisst, wenn es strengen ethischen Normen unterworfen wird, die einen klaren Handlungsraum schaffen, ermöglicht das «case management» ein Programm zusammen zu stellen, das Massnahmen im Bereich der sozialen, psychologischen und gesundheitlichen Versorgung vorsieht. Dabei wird nicht nur auf die Defizite Rücksicht genommen, sondern auch auf die Ressourcen des straffällig gewordenen Menschen. Wichtig ist, dass jeder den Rahmen seiner beruflich oder institutionell gewährten Zuständigkeit respektiert. Deswegen ist es von besonderer Bedeutung sich darüber im Klaren zu sein: (1) Wo stehe ich? Und (2) welche Aufgaben nehme ich in welchem Namen wahr?

Scheinbar ist es klar. Doch zeigt der Alltag in «totalitären» Institutionen (weil sie geschlossen sind oder der Justiz zugehörig) wie schwierig es ist, die Grenzen des Berufsfeldes nicht zu überschreiten und klar den zugeteilten Auftrag, der sich hinter dem Handeln «verbirgt», zu definieren. Der Sozialdienst, die Bewährungshilfe, der psychologische Dienst oder die Psychotherapeuten verfügen über keine absolute Schweigepflicht – auch dann nicht, wenn sie sich auf ein Amtsgeheimnis bzw. ein therapeutisches Geheimnis berufen können. Sie können gezwungen sein, in bestimmten Fällen vor Gericht auszusagen bzw. Informationen preiszugeben, was die Beziehung zum Klienten bzw. Patienten erschwert. Dieser weiss nicht, was mit dem Gesagten geschehen kann, da er sich nicht unbedingt über den Auftrag im Klaren ist. Und was geschieht, wenn Fachleute Informationen bekommen, die für sie Fragen aufwerfen? Wie können sie sich verhalten?

Ein Beispiel wurde genannt: ein Inhaftierter, der wegen perverser Sexualpraktiken ver-



urteilt worden war, «erzählt» dem Seelsorger, er habe Ähnliches im Traum vollbracht; der Jurist sagte daraufhin, es würde «reichen», wenn der Anstaltsleitung mitgeteilt würde, der Inhaftierte habe sich mit seiner Straftat noch nicht auseinander gesetzt. Die Antwort scheint klar zu sein. Welches Dilemma bzw. welchen Gewissenskonflikt kann aber eine solche Information verursachen? Jeder weiss, dass der Werdegang einer Person niemals gradlinig ist, dies besonders, wenn jemand sich nicht frei bewegen und verhalten kann und wo, wenn auch die Person motiviert ist, nicht klar herauskristallisiert werden kann, was wirklich dran ist an dieser Motivation.

3. Das «Geheimnis» in der Welt der Justiz

a) Vorbemerkungen

Im Februar 1996 ist in der Zeitschrift *Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform*[2] ein Artikel erschienen, in dem die Autoren sich unter anderem mit der Situation des Therapeuten innerhalb der dreidimensionalen Beziehung Patient. Justiz und Gesellschaft auseinander setzen. Die dort vorgestellte Grafik ist so gut, dass es sich lohnt, sie zu übernehmen:

Der Artikel ist noch vor der Affäre «Dutroux» (August 1996) erschienen. Diese Affäre hat eine Reihe gesetzgeberischer Initiativen ausgelöst. So muss in Deutschland ein Sexualstraftäter, der wegen einer Straftat im Rahmen der §§ 174–180 bzw. § 182 StGB zu einer Haftstrafe, die 2 Jahre übersteigt, verurteilt wird, in einer sozialtherapeutischen Anstalt behandelt werden (Gesetz vom 26. Januar 1998). In Frankreich ist die Massnahme des «suivi socio-judiciare»[4] durch das Gesetz vom 17. Juni 1998 eingeführt worden. Nicht zu vergessen sind die aktuellen hitzigen Debatten im europäischen Raum bezüglich der Sicherungsverwahrung. Dieser Artikel wirft einen systemischen Blick auf die Beziehungen zwischen den betroffenen Parteien. Die Person des Therapeuten kann ohne jegliche Schwierigkeit mit derjenigen des Sozialarbeiters, Bewährungshelfers, Psychologen, Therapeuten oder sogar des Aufsichtsbeamten ausgetauscht werden. Nicht zu dieser Konstellation gehören der Seelsorger und der Arzt, soweit er nicht als Gutachter bestellt wor-

2 Beier Klaus, Hinrichs Günter: «Die Sankelmarker Thesen zur Psychotherapie mit Straffälligen», *Monatschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform*, 1996, S. 25–37.
3 Beier/Hinrichs, vgl. FN 2, S. 26.
4 In etwa die deutsche Führungsaufsicht.

den ist. In anderen Worten heisst das, dass eine duale Beziehung nur zwischen dem Patienten/Inhaftieren und dem Arzt und/oder dem Seelsorger gegeben bzw. toleriert ist bzw., dass die Interessenlagen sehr unterschiedlich sind. In der Tat hat eine dreidimensionale Beziehung einen ganz anderen Charakter. Sie ist häufig erzwungen worden. Damit stellt sich die Frage der Motivation seitens des Straffälligen, da das Gespräch auf Anfrage einer oder mehrerer fremder Instanzen stattfindet, zum einen durch die Justiz, die im Namen der Gesellschaft oder für ihr Wohlergehen handelt, zum anderen auch durch die Gesellschaft, die um jeden Preis vor jeglicher Gefahr verschont bleiben möchte.

Fragen wir uns also, wie das Geheimnis mit den dualen und dreidimensionalen Beziehungen zusammenhängt.

b) Was versteht man unter einem Geheimnis?

Im Wörterbuch[5] steht geschrieben, dass unter Geheimnis «im allgemeinen eine Kenntnis, die auf einen besonderen Kreis von Wissenden beschränkt ist oder auch beschränkt bleiben soll» verstanden wird. Im Justizbereich werden verschiedene Formen von Geheimnissen unterschieden. So wird zwischen dem Unantastbaren und dem Amtsgeheimnis einen Unterschied gemacht.

- Das unantastbare Geheimnis oder die absolute Schweigepflicht
  Zurzeit ist das Arzt- und Seelsorgergeheimnis in seiner Eigenschaft als Beichtvater unantastbar. Hier handelt es sich um eine reine duale Beziehung. Dennoch gibt es Ausnahmen, die gesetzlich geregelt sind. Man denke daran, dass der Arzt unter ganz bestimmten Voraussetzungen von seiner Schweigepflicht entbunden werden kann. Das kann zum Beispiel im Falle einer Psychotherapie gelten. Es gibt aber auch eine Reihe verborgener Verstösse dagegen, denen gut gemeinte Intentionen zugrunde liegen. So müssen die Seelsorger darauf achten, vom System nicht «missbraucht» zu werden: Z.B. die Aufforderung, an Konferenzen innerhalb einer Strafanstalt teilzunehmen, um sich zu einem Hafturlaub zu äussern oder vor Gericht auszusagen. Auch dann, wenn sie sich als Fürsprecher fühlen, überschreiten sie die Grenzen der ihnen zugeteilten Rolle als «Zuhörer» und damit die Grenzen einer dualen Beziehung, da sie Informationen über den Inhaftierten weiter geben. Und was ist mit dem Anstaltsarzt, dessen Aufsichtsbehörde die Strafvollzugsbehörde ist? Seit 1994 ist in Frankreich das Gesundheitsministerium für sämtliche Gesundheitsfragen im Strafvollzug zuständig. Das Aufsichtspersonal weiss nichts über den Gesundheitszustand der Inhaftierten. In Deutschland verfügt das Aufsichtspersonal nur über bruchstückhafte Informationen darüber. Im Falle einer ansteckenden Krankheit braucht es aber nur zwischen den Zeilen zu lesen. Im bestimmten Fällen muss der Mitinhaftierte in der Zelle (Einzelunterbringung gehört nicht zur Gewohnheit) sein Einverständnis erklären, um seine Zelle mit einem kranken Inhaftierten zu teilen. Einerseits ist es notwendig, alle zu schützen, die den Strafvollzugsalltag teilen. Wie steht es andererseits um das Gebot des Datenschutzes und der Verschwiegenheit? Hier liegt ein Interessenkonflikt vor.
- Amtsgeheimnis
  Nicht nur die Psychologen und Therapeuten, sondern auch die Sozialarbeiter und die Bewährungshelfer verfügen über ein Amtsgeheimnis. Wenn sie der Justiz bzw. dem Strafvollzugspersonal angehören, ist ihre Beziehung zum Straffälligen zwangsweise eine dreidimensionale Beziehung. Sie verfügen über keine unantastbare Schweigepflicht, sondern sie sind vielfach dazu «gezwungen», eine Beziehung zum Straffälligen aufzubauen. In einem solchem Fall ist er wichtig, dass der Handelnde sich im Klaren ist:

  über seine Position zu:
  - dem Straffälligen
  - zu sich selber
  - dem Auftraggeber

- Besteht seine Rolle darin, dem Straffälligen Gehör zu verschaffen, um ihm die Möglichkeit zu geben, seine Situation zu klären gar den psychischen Leidensdruck zu mindern bzw. Hilfestellungen anzubieten (Wohnung, Arbeitsvertrag)?
- Ist er beauftragt worden, einen Sozialbericht zu schreiben, damit die zuständige Instanz über einen Hafturlaub bzw. eine vorzeitige Entlassung entscheiden kann? Besteht seine Position darin, die Einhaltung der Bewährungsauflagen zu überprüfen?

5 Herder Konversationslexikon.

- Wie steht er zu seiner persönlichen Ethik, seinem Standesrecht, seinem Auftraggeber?

Die dreidimensionale Beziehung löst allerlei Interessenkonflikte aus, die schwer zu meistern sein können. Daher ist es wichtig, darüber nachzudenken, ob es opportun ist zu reden oder zu schweigen, eine Information weiter zu geben oder eben nicht.

c) Welcher Umgang mit dem Geheimnis?

Der deutsche Begriff der «Interessenabwägung» trifft in diesem Kontext besonders zu. Es geht darum, in jedem konkreten Fall das Für und Wider genau abzuwägen. Der Interessenkonflikt spielt sich sowohl auf der gesellschaftlichen als auch der zwischenmenschlichen Ebene ab.

Für den Handelnden stellt sich dann die Frage:

- Welche Priorität setze ich dem Straffälligen gegenüber?
- In welchem Interesse werde ich in der bestimmten Situation vorgehen?

Um diese Schwierigkeit umgehen zu können, wird der Träger eines Amtsgeheimnisses dazu aufgefordert bzw. gezwungen, einen Vertrag mit dem Straffälligen abzuschliessen, in dem genau geschrieben steht, welche Informationen an welche Personen oder Institutionen weiter gegeben werden. Sinn und Zweck dieser Verfahrensweise ist der Ruf nach mehr Transparenz im Umgang mit Straffälligen. Diese Verfahrensweise kann aber beim Straffälligen Zurückhaltung verursachen und seine Motivation negativ beeinflussen. Was tun?

Dazu kommt die Frage, wie das Berufsbild des Aufsichtspersonals aufgewertet werden kann. Das Aufsichtspersonal ist das letzte Glied der Hierarchiekette und doch ist der Aufsichtsbeamte der erste Ansprechpartner des Inhaftierten. Wenn er zum Beispiel nicht weiss, was dieser an Medikamenten einnimmt oder dass ihm ein Hafturlaub verwehrt worden ist, was in beiden Fällen Auswirkungen auf sein Verhalten haben kann, wie kann er differenziert mit dem Inhaftierten umgehen? Wie kann der Aufsichtbeamte so informiert werden, dass er seinen Auftrag zum Besten erfüllen kann, ohne dass die Persönlichkeit des Inhaftierten bloss gestellt wird? Der «gläserne Mensch» lässt dem Geheimnis keinen Platz!

Es gibt keine fertigen Antworten auf diese Fragen. Egal wie Regelungen (ob im Rahmen der Verwaltung oder in einem anderen Rahmen) und Verträge aussehen, es wird immer einen Interessenkonflikt geben. Daher wäre es wünschenswert, bei Personen, die Informationen weiter geben bzw. bekommen, das Bewusstsein dafür zu wecken, dass sie und nur sie nach Massgabe ihres Gewissens in der Lage sind zu unterscheiden, was gesagt werden darf oder nicht. Sinn für Verantwortung zu wecken könnte in diesem Zusammenhang ein Schlüsselwort sein.

Anne-Marie KLOPP
Kriminologin
E-Mail: anne-marie-klopp@t-online.de